

# En quoi le néo-libéralisme est-il néo ?

**ALEA** *Association  
L'Esprit  
d'Archimède*

Laurent Cordonnier (Clersé – UMR 8019  
CNRS)

5 décembre 2022  
Espace culture, campus cité scientifique,  
Villeneuve d'Ascq

**fasest**

 **Université  
de Lille**

## Plan de la présentation

1. Qu'est-ce que le néo-libéralisme ?
  2. En quoi est-il néo ?
3. Est-il en train de devenir archéo ?

## Tentative de définition

En matière économique, le néolibéralisme est un faisceau de réformes structurelles et de politiques économiques visant à restaurer le *prima* des marchés ou des logiques marchandes sur tout autre type d'institution dans les processus de création, de répartition, et d'utilisation des richesses

## Il existe bien d'autres définitions du néo-libéralisme\*

1. Le néo-libéralisme comme « refondation » du libéralisme (manifeste Ordolibéral de 1936 et colloque Lippmann de 1938). Le marché n'est pas une institution naturelle qui s'épanouirait dans les conditions du « Laisser-faire. L'Etat doit créer (instituer) et réguler les marchés.
2. Le néolibéralisme comme « fondamentalisme de marché ». Le régime de Pinochet (Chili, 1973-1990). Joseph Stiglitz et Dani Rodrik, (2019).
3. Le néolibéralisme comme projet d'endiguement de la démocratie et des nationalismes, à travers la promotion d'un système de concurrence internationale. Quin Slobodian, (2022).

\*Voir : David Cayla, *Déclin et chute du Néolibéralisme*, Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur, 2022.  
 Et aussi : François Denord, « Aux origines du néo-libéralisme en France. Louis Rougier et le Colloque Walter Lippmann de 1938 », *Le Mouvement Social*, 2001/2 (n° 195).

## Il existe bien d'autres définitions du néo-libéralisme\*

4. Le néolibéralisme comme « biopolitique ». Instaurer une société de concurrence généralisée dans laquelle l'individu est « à lui-même son propre capital, étant pour lui-même son propre producteur, étant pour lui-même la source de ses revenus » (Michel Foucault, cours au Collège de France, 1978-79)
5. Le néolibéralisme de la Société du Mont Pèlerin (création 1947) comme opposition à ses ennemis : le laissez-faire, la protection sociale et le socialisme .

\*Voir : David Cayla, *Déclin et chute du Néolibéralisme*, Louvain-la-Neuve: De Boeck Supérieur, 2022

# Un faisceau de politiques économiques et de réformes structurelles

1. La mondialisation des échanges commerciaux et des IDE (multilatéralisme puis bilatéralisme)
2. La libéralisation financières (liberté de circulation des capitaux, et règle des 3D)
3. Les dénationalisations (transports, énergie, communication, banques, etc.)
4. Les politiques de restauration de la concurrence sur les marchés de B&S (y compris dans les industries de réseau)

## Un faisceau de politiques économiques et de réformes structurelles

5. Les réformes structurelles du marché du travail (assouplissement des LPE, politiques de Workfare, baisse du coût du travail, décentralisation des négociations salariales, loi antisyndicales).
6. Les politiques restrictives en matière budgétaires sous le dogme de l'équilibre (tout en diminuant la fiscalité pour les plus aisés et les entreprises). Les plans de stabilisation du FMI.
7. La priorité donnée à la lutte contre l'inflation (plutôt qu'au plein emploi). Mise en place des politiques monétaristes puis assouplissement (règle de Taylor).

1. Les marchés sont toujours plus efficaces (sauf rares exceptions) que les autres modes d'allocation des ressources (règlementation, taxation, nationalisation, mutualisation, coopération, etc.). Lorsque les marchés existent, il faut renforcer leur fonctionnement concurrentiel. Lorsqu'ils n'existent pas, il faut les créer. Quand ce n'est pas possible, il faut réglementer, en singeant le marché.
2. La finance est l'instance suprême d'évaluation et de sanction du bon usage du capital (la discipline de marché). Les entreprises sont des actifs financiers.
3. Les politiques économiques sont globalement inefficaces (nouveau consensus en économie: l'effet d'éviction, les anticipations rationnelles, la barrière inflationniste).
4. Le plein emploi requiert des réformes structurelles du marché du travail

# Pourquoi le néo-libéralisme ?

1. La stagflation de la décennie 1970
2. La baisse de la rentabilité du capital (due, selon les NL, au plein emploi, à l'Etat social, aux syndicats, à la bureaucratisation des entreprises)
3. Le diagnostic de l'ingouvernabilité

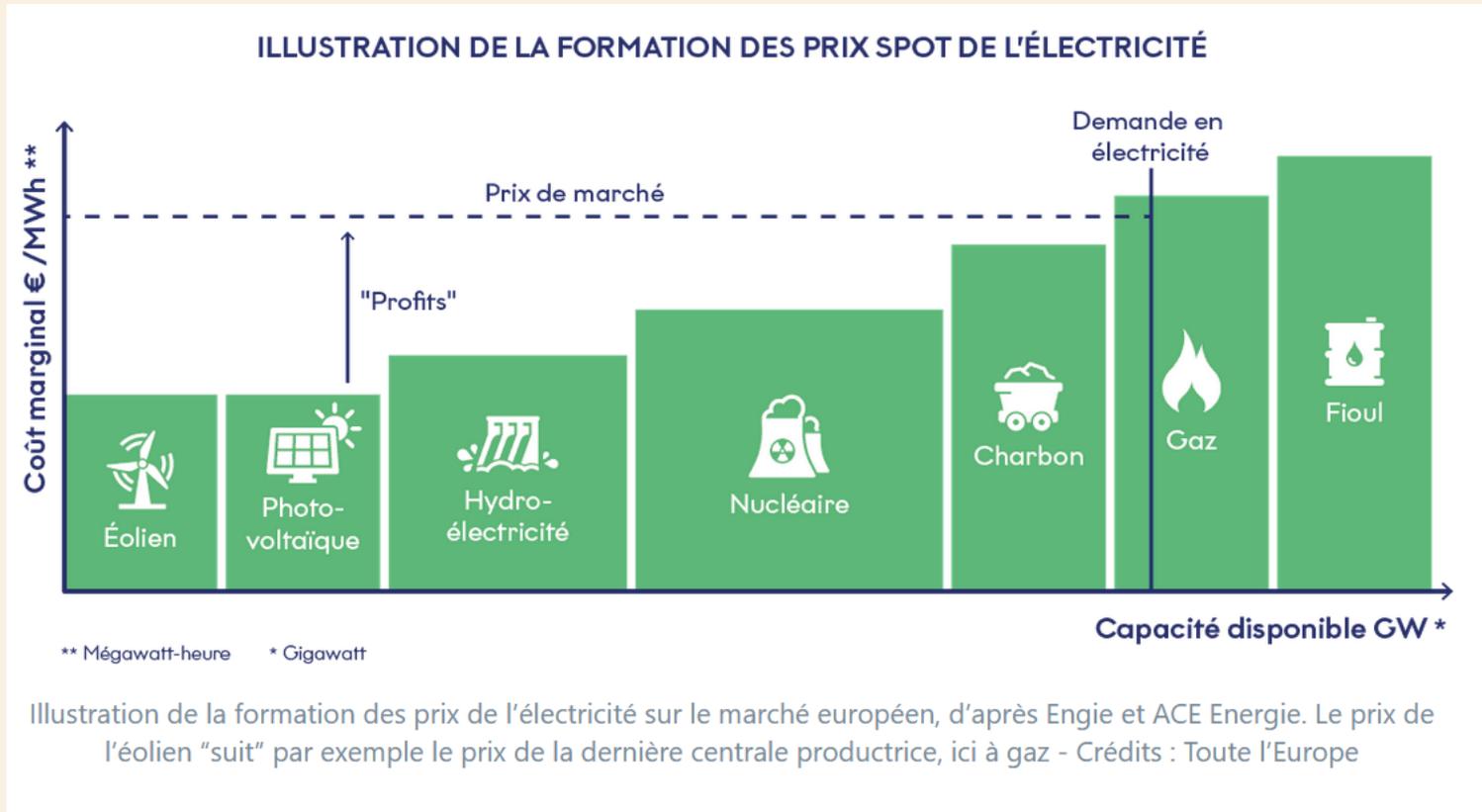
# En quoi le néolibéralisme est-il néo ?

1. Au regard du libéralisme du XIXème, il est plus radical, plus systématique. La concurrence et le principe d'incitation doivent régenter tous les aspects de la vie sociale, y compris les institutions non marchandes (l'Hôpital, les établissements scolaires, la recherche, la Police, le divertissement...)
2. Il est néo parce qu'il « revient » au tournant des années 80, après des décennies de mise en sommeil, (après l'avènement de l'Etat providence, des politiques keynésiennes de plein-emploi, de réglementation des marchés). C'est une œuvre de déconstruction avant toute chose.
3. Il s'empare de l'Etat pour le mettre au service des marchés et du Big-Business (les actionnaires pour faire simple).

## Trois exemples significatifs

1. Le marché européen de l'électricité
2. La titrisation (la crise des subprimes)
3. Les réformes structurelles du marché du travail (LPE, Workfare, baisse du coût du travail)

# 1. Le marché européen de l'électricité



Source : Arthur Olivier, « Energie, comment fonctionne le marché européen de l'énergie », Tour l'Europe.eu : <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/energie-comment-fonctionne-le-marche-europeen-de-l-electricite/>

# 1. une répercussion de l'augmentation du prix du gaz sur le marché de l'électricité

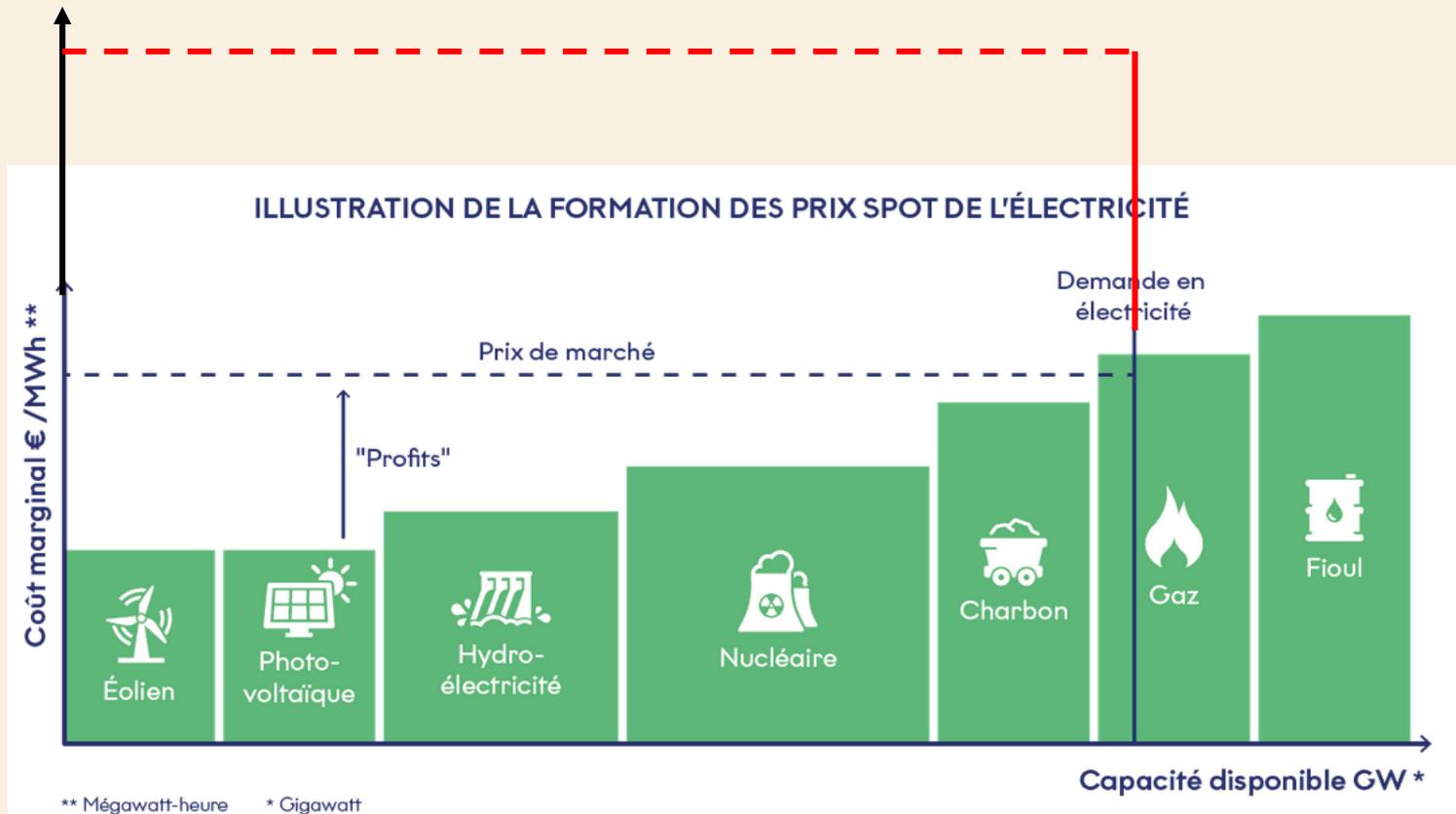


Illustration de la formation des prix de l'électricité sur le marché européen, d'après Engie et ACE Energie. Le prix de l'éolien "suit" par exemple le prix de la dernière centrale productrice, ici à gaz - Crédits : Toute l'Europe

## 2. La titrisation des crédits immobiliers (la crise des crédits subprimes)



### 3. Les réformes du marché du travail : l'assouplissement de la LPE

- Politique impulsée par l'OCDE (*Perspectives de l'emploi* 1994).
- Relayée par l'UE : Stratégie européenne pour l'emploi (début des années 2000).
- 3 « rigidités » : réglementation du licenciement individuel; réglementation des licenciements collectifs; réglementation des formes d'emploi temporaire
- D'après A. Fretel, en France, 165 réformes entre 2000 et 2014 allant dans ce sens.

A. Fretel, « Reformes du marché du travail : que disent les « exemples » étrangers ? », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 155, septembre 2016.)

### 3. Les réformes du marché du travail :

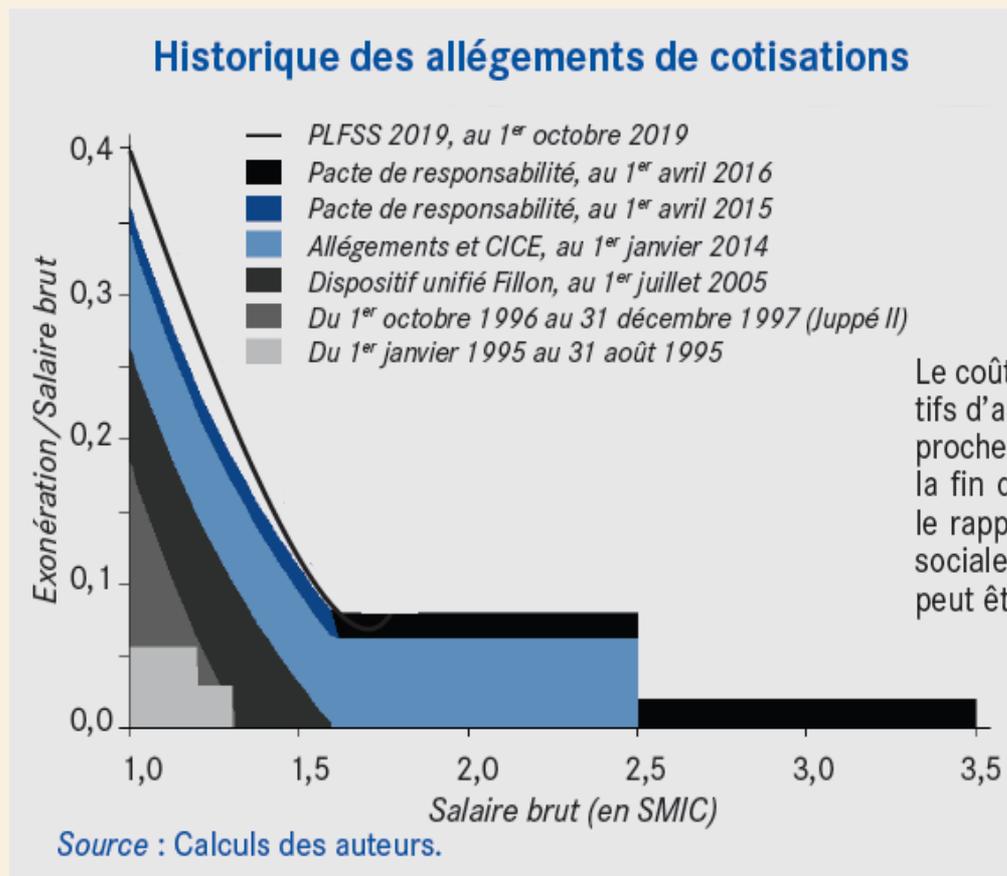
## l'assouplissement de la LPE

Résultats : « S'agissant des travaux empiriques, la première génération d'études sur la LPE tentait d'en apprécier les effets potentiels sur l'emploi total à partir des différences entre pays ou de la variation des séries chronologiques (...). Nombre de ces études ont conclu à l'absence d'effets importants de la LPE sur l'emploi total comme sur le chômage total. »

OCDE (2013), « Protéger l'emploi, renforcer la flexibilité : un nouveau regard sur la législation sur la protection de l'emploi », dans Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2013, Éditions OCDE. [http://dx.doi.org/10.1787/empl\\_outlook-2013-6-fr](http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2013-6-fr)

Un effet tout de même : une LPE très protectrice renforce la dualisation du marché du travail (transition difficile entre CDD et CDI) et augmente les taux d'entrée et de sortie en emploi.

### 3. Les réformes du marché du travail : la diminution du coût du travail



Le coût annuel pour les finances publiques de ces dispositifs d'allègements généraux de cotisations sociales serait proche de 60 milliards d'euros en régime de croisière à la fin de 2019. À partir des prévisions présentées dans le rapport de la Commission des comptes de la Sécurité sociale pour le PLFSS 2019, la décomposition suivante peut être effectuée :

L'Horty Y., Martin P. et Mayer T., « Baisses de charges : stop ou encore ? » Les notes du conseil d'analyse économique, n° 49, janvier 2019.

### 3. Les réformes du marché du travail : la diminution du coût du travail (les résultats)

Le CICE aurait permis, selon les différentes estimations disponibles, la création de 100 000 à 240 000 emplois. L'estimation intermédiaire est de 160 000 emplois (pour une dépense annuelle d'environ 20 Mds €).

P. Aldama, M. Cochard et J-F. Ouvrard, « Les politiques économiques ont contribué aux fortes créations d'emplois en France de 2016 à 2019 », *Bulletin de la Banque de France*, 231/6 – Septembre-Octobre 2020.

« Les baisses de cotisations sociales sur les salaires plus élevés (au-delà de 1,6 SMIC) n'ont pas encore fait la preuve de leur efficacité : nous ne trouvons pas d'impact positif sur les exportations, alors qu'elles étaient en grande partie motivées par un objectif de compétitivité. »

L'Horty Y., Martin P. et Mayer T., « Baisses de charges : stop ou encore ? » Les notes du conseil d'analyse économique, n° 49, janvier 2019.

### 3. Les réformes du marché du travail : Le Workfare

**Constat** : « Alors que ce n'était souvent pas le cas en 2000, le travail paie, quelle que soit la configuration familiale. (...) Ainsi, pour un célibataire, un mi-temps au Smic procure un gain de niveau de vie de près de 40%, relativement à l'inactivité, alors que ce gain était nul au début des années 2000. »

*Note d'analyse de France Stratégie, n° 83, décembre 2019.*

**Question** : alors plus rien n'empêche les gens de « traverser la rue » pour trouver un emploi ? Et il n'y a plus de chômeurs ?

**Remarque**: même dans les années 2000, 12% des salariés (2,6 millions de personnes) travaillaient pour un salaire inférieur à 1,1 fois le SMIC.

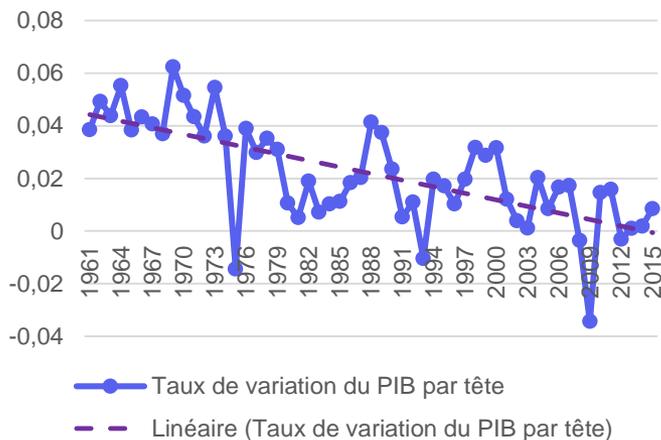
## Quels sont les principaux « succès » du néolibéralisme ?

1. Il n'a pas redressé la croissance (un mal pour un bien ?)
2. Il est parvenu à redresser la rentabilité du capital
3. Il a permis d'atteindre ici où là une sorte de « plein-emploi », toujours au rabais, émietté, précarisé, mal payé, de plus en plus brutalisé.
4. Il n'est pas parvenu à démanteler l'Etat social. Il l'a fragilisé, insécurisé (paradoxalement) et méprisé. Il s'en est servi quand son modèle provoquait des crises.
5. Il a accru les inégalités sociales au sein des anciens pays « développés »
6. Il a engendré des crises financières à répétition.
7. Il a approfondi la crise écologique

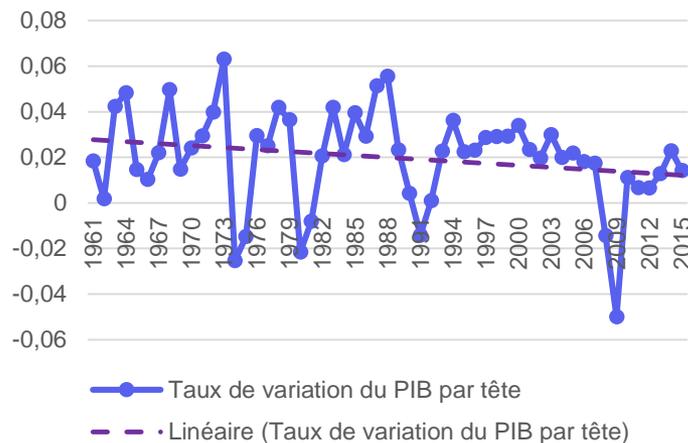
# 1. Il n'a pas redressé la croissance

# La croissance décline depuis 50 ans

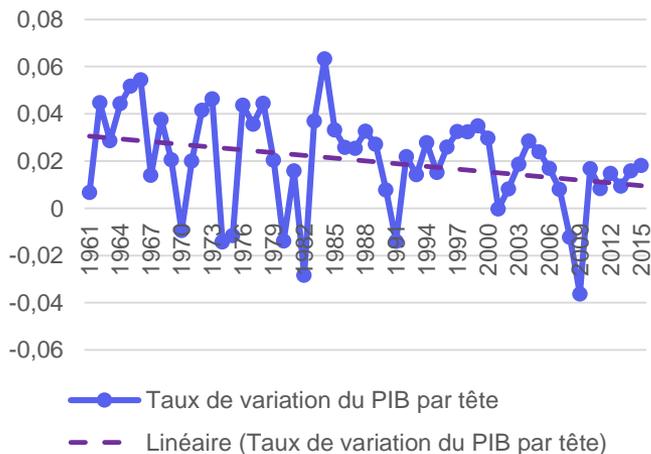
## Croissance - France



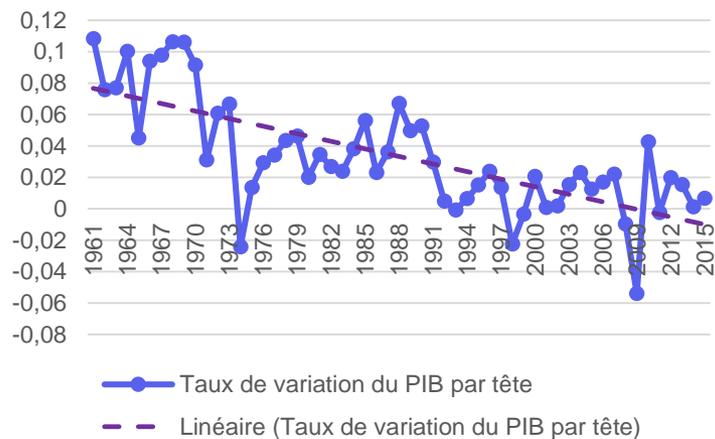
## Croissance - UK



## Croissance - USA

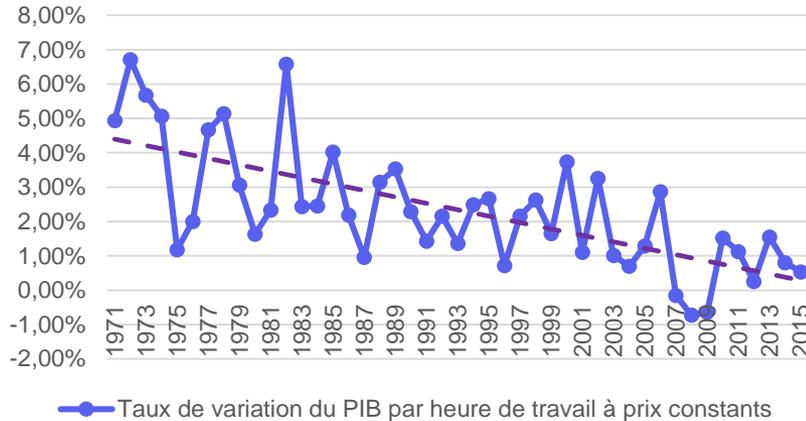


## Croissance - Japon

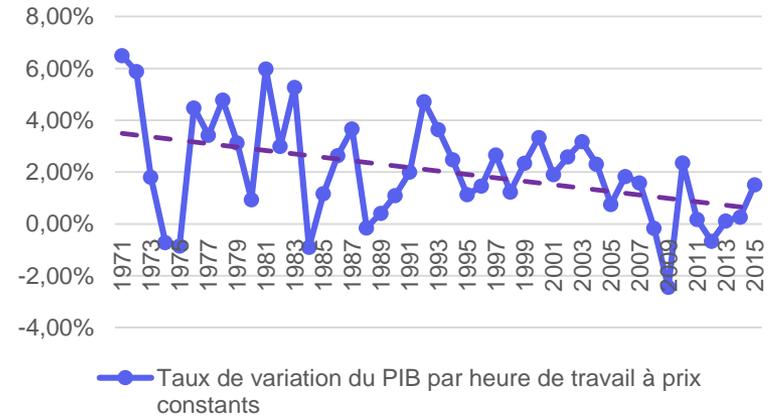


# Les gains de productivité s'épuisent

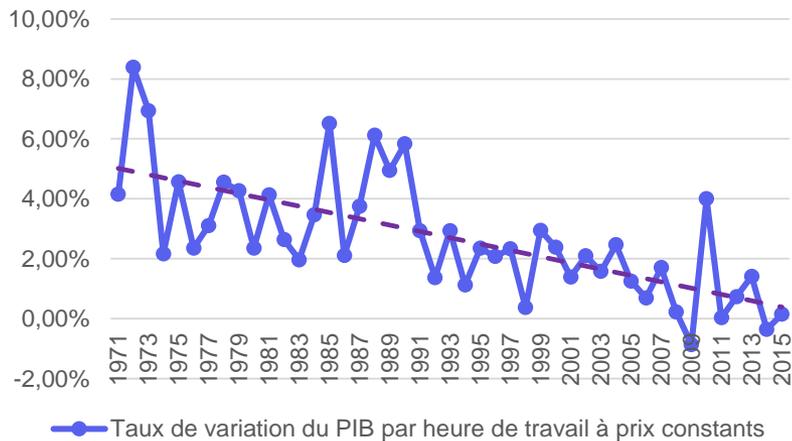
## Gains de productivité du travail - France



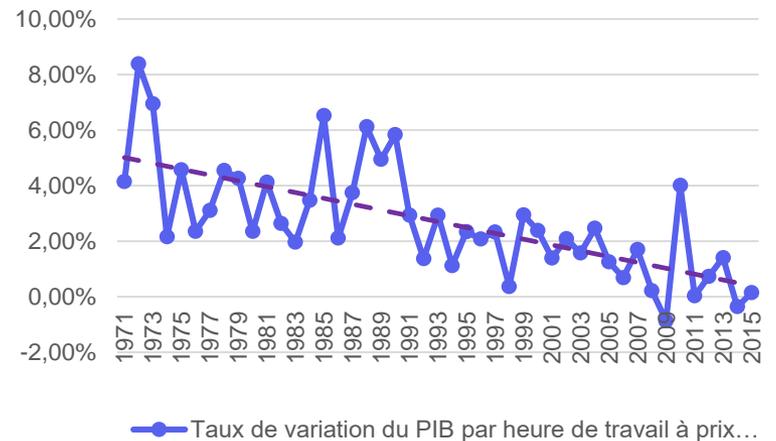
## Gains de productivité du travail - UK



## Gains de productivité du travail - USA

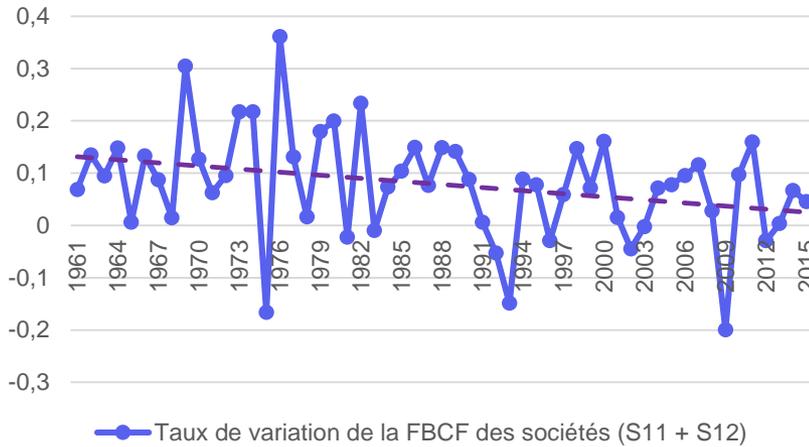


## Gains de productivité du travail - Japon

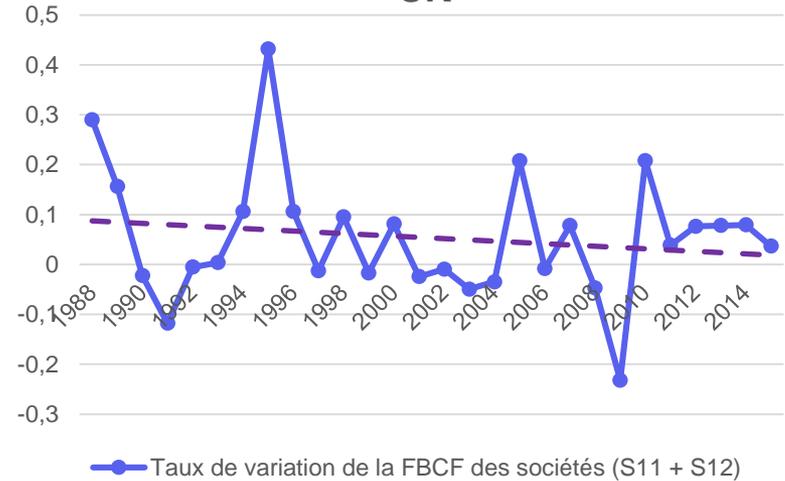


# l'accumulation du capital productif ralentit

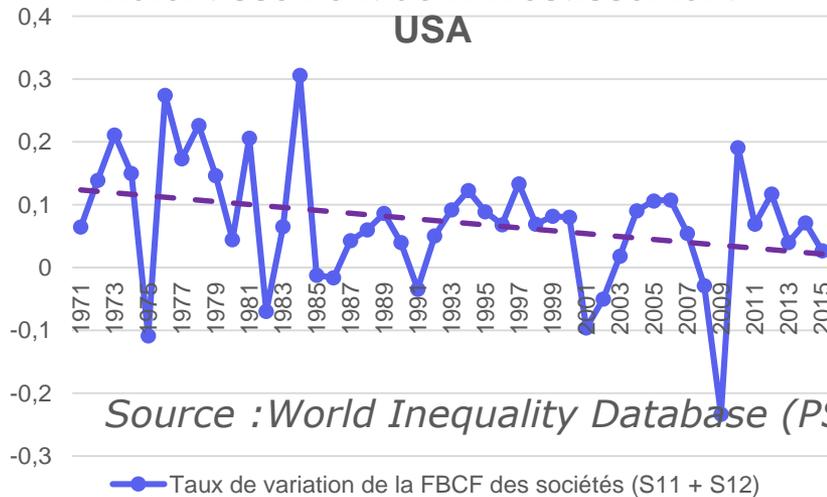
## Ralentissement de l'investissement - France



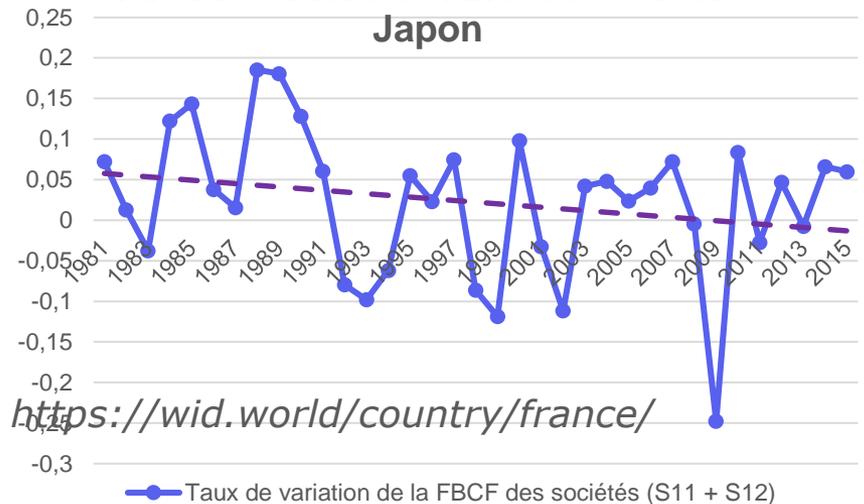
## Ralentissement de l'investissement - UK



## Ralentissement de l'investissement - USA



## Ralentissement de l'investissement - Japon



Source : World Inequality Database (PSE) <https://wid.world/country/france/>

## 2. Il est parvenu à redresser la rentabilité du capital

Tableau 1bis. L'effet de levier sur longue période des entreprises cotées à New York, Londres, Paris et Francfort

Valeur moyenne en %	1993-2015		1996-2015	
	S&P 500	FTSE 350	CAC All Tradable	DAX élargi
<b>La rentabilité économique et financière des entreprises cotées</b>				
<i>ROE</i>	21,2	18,9	12,1	10,7
<i>ROCE</i>	13,2	14,8	8,9	8,0
<i>i</i>	3,8	4,1	3,5	3,8
<b>Les deux facteurs explicatifs de l'effet de levier</b>				
<i>ROCE – i</i>	9,4	10,7	5,4	4,3
<i>d = D/FP</i>	92,2	39,2	58,2	58,5

N.B. : New York : indice S&P 500 (408 groupes), Londres : indice FTSE 350 (287 groupes), Paris : indice CAC All Tradable (258 groupes), Francfort : indice DAX élargi (97 groupes).

La date choisie pour définir le début de la période étudiée correspond à la première année de la reprise du cycle des affaires dans les années 1990.

R. Du tertre et Y. Guy : « Stratégie de valorisation actionnariale et gouvernance des grands groupes côtés : New York, Londres, Paris, Francfort (1990 – 2015) », *in* : *Transformer le régime de croissance*, sous la direction de M. Aglietta, rapport pour l'Institut CDC pour la recherche, octobre 2018.

### 3. Il a permis d'atteindre ici où là une sorte de « plein-emploi », toujours au rabais, émietté, précarisé, mal payé, de plus en plus brutalisé.

#### 1. Taux de contrainte en moyenne annuelle et au moins une fois dans l'année

	En moyenne annuelle				Au moins une fois dans l'année <sup>1</sup>			
	2017		2018		2016/2017		2017/2018	
	(en millions)	(en %)	(en millions)	(en %)	(en millions)	(en %)	(en millions)	(en %)
Chômage (1)	2,6	8,7	2,5	8,4	6,1	18,6	5,8	17,6
Halo (2)	1,4	4,7	1,4	4,7	4,3	13,1	4,3	13,0
<b>Sans emploi contraint (1) + (2)</b>	<b>4,0</b>	<b>13,5</b>	<b>3,9</b>	<b>13,1</b>	<b>8,0</b>	<b>24,3</b>	<b>7,7</b>	<b>23,5</b>
Sous-emploi (3)	1,6	5,2	1,5	5,1	3,5	10,8	3,6	11,1
<b>Offre de travail contrainte (1) + (2) + (3)</b>	<b>5,6</b>	<b>18,7</b>	<b>5,5</b>	<b>18,2</b>	<b>10,4</b>	<b>31,7</b>	<b>10,1</b>	<b>30,8</b>
Population active élargie	30,0	100,0	30,1	100,0	31,8	100,0	31,9	100,0

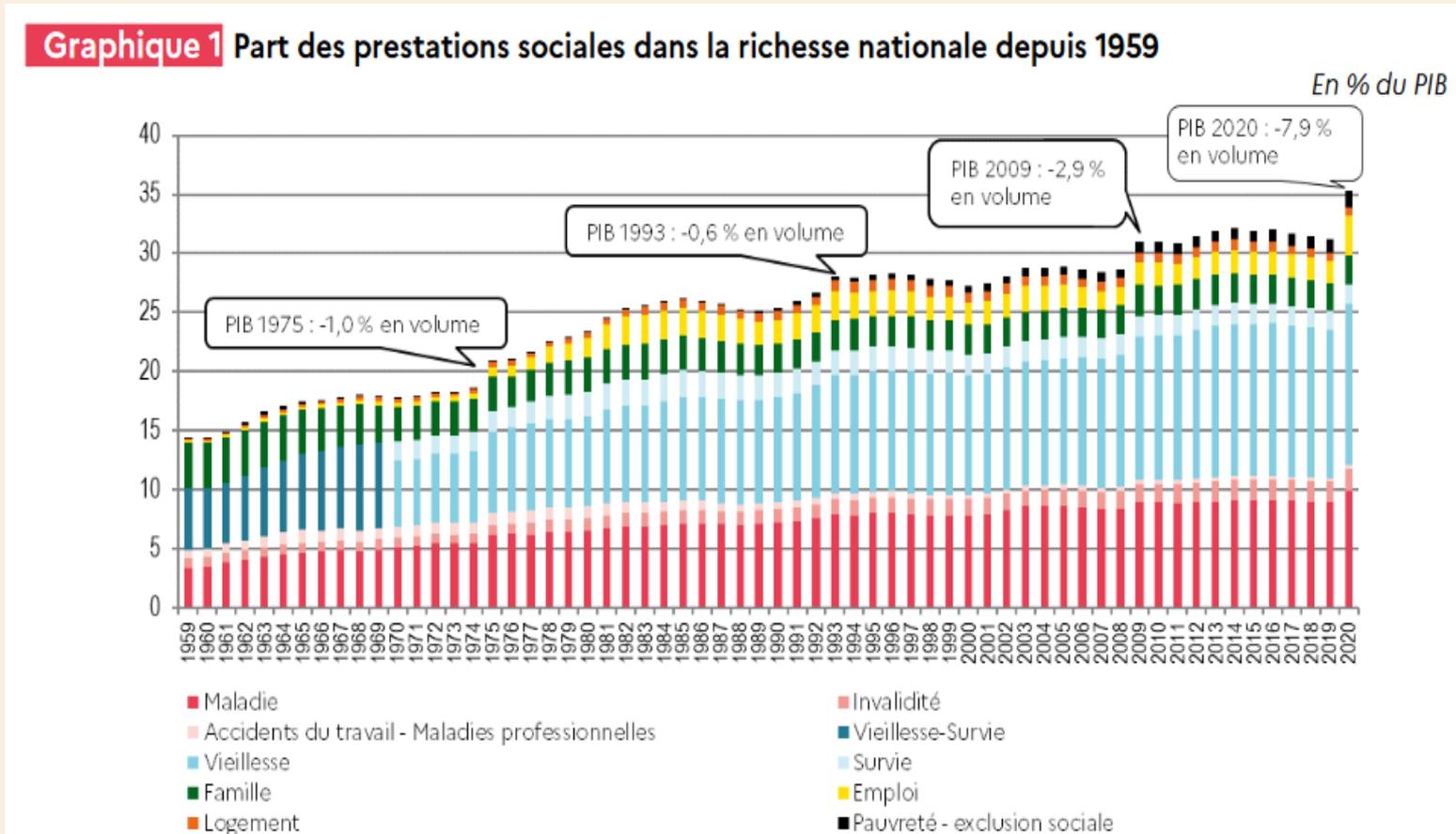
1. Un individu ayant pu avoir vécu des épisodes de natures différentes au cours de l'année, les sous-totaux des colonnes correspondantes ne sont pas sommables. Lecture : 5,8 millions de personnes ont été au moins une fois au chômage au sens du BIT au cours de l'année débutant à leur première interrogation dans l'enquête Emploi en continu en 2017. 7,7 millions ont été au moins une fois soit au chômage soit dans le halo sur la même période. Champ : France métropolitaine, personnes de 15 à 64 ans actives au sens large (en emploi, au chômage au sens du BIT ou dans le halo autour du chômage). Source : Insee, enquêtes Emploi.

**E**n 2018, en France métropolitaine, 2,5 millions de personnes de 15 à 64 ans sont considérées comme **chômeuses au sens du Bureau international du travail (BIT)**. Aux frontières du chômage, on distingue deux populations : 1,4 million de personnes forment le **halo autour du chômage** et 1,5 million sont

en situation de **sous-emploi**. Chômage, halo et sous-emploi constituent différentes formes de contrainte rencontrées par les personnes sur le marché du travail, dont l'offre de travail se trouve non utilisée (chômage et halo) ou sous-utilisée (sous-emploi).

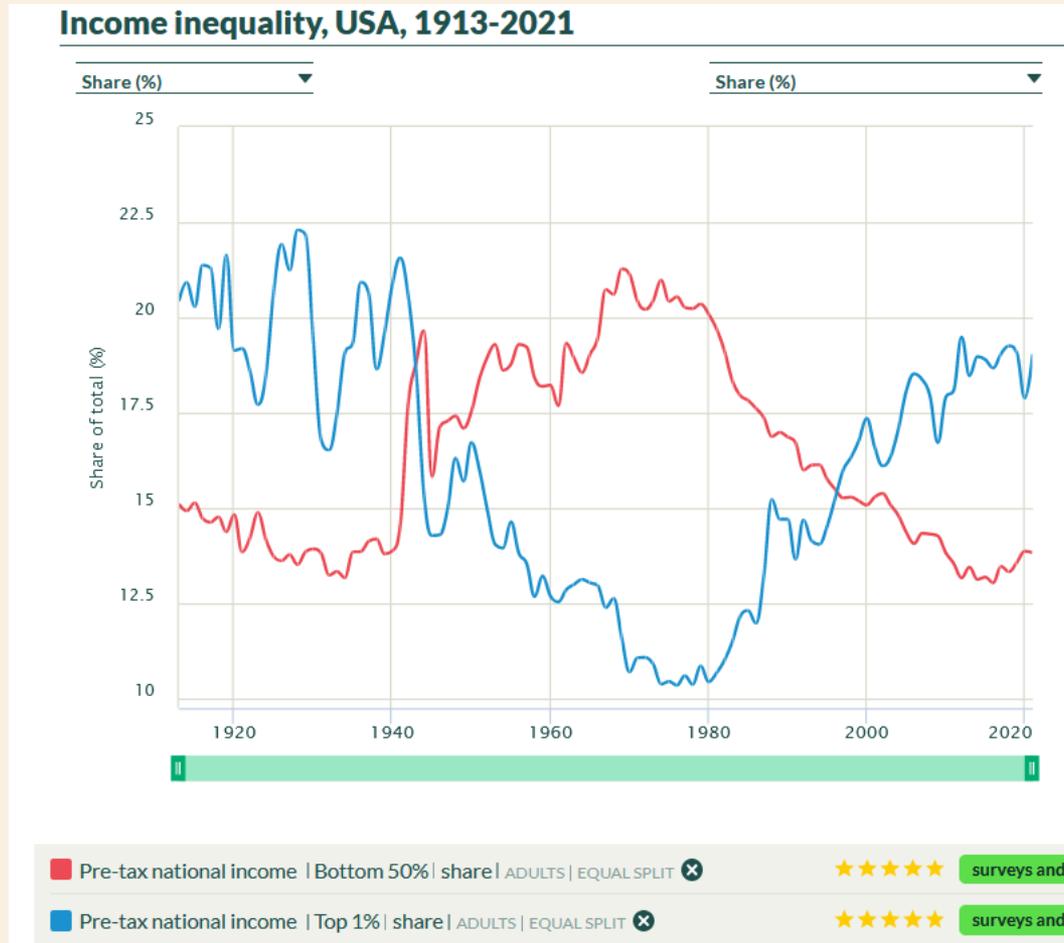
Source : Insee, *Emploi, chômage revenus du travail*, édition 2019

# 4. Il n'est pas parvenu à démanteler l'Etat social



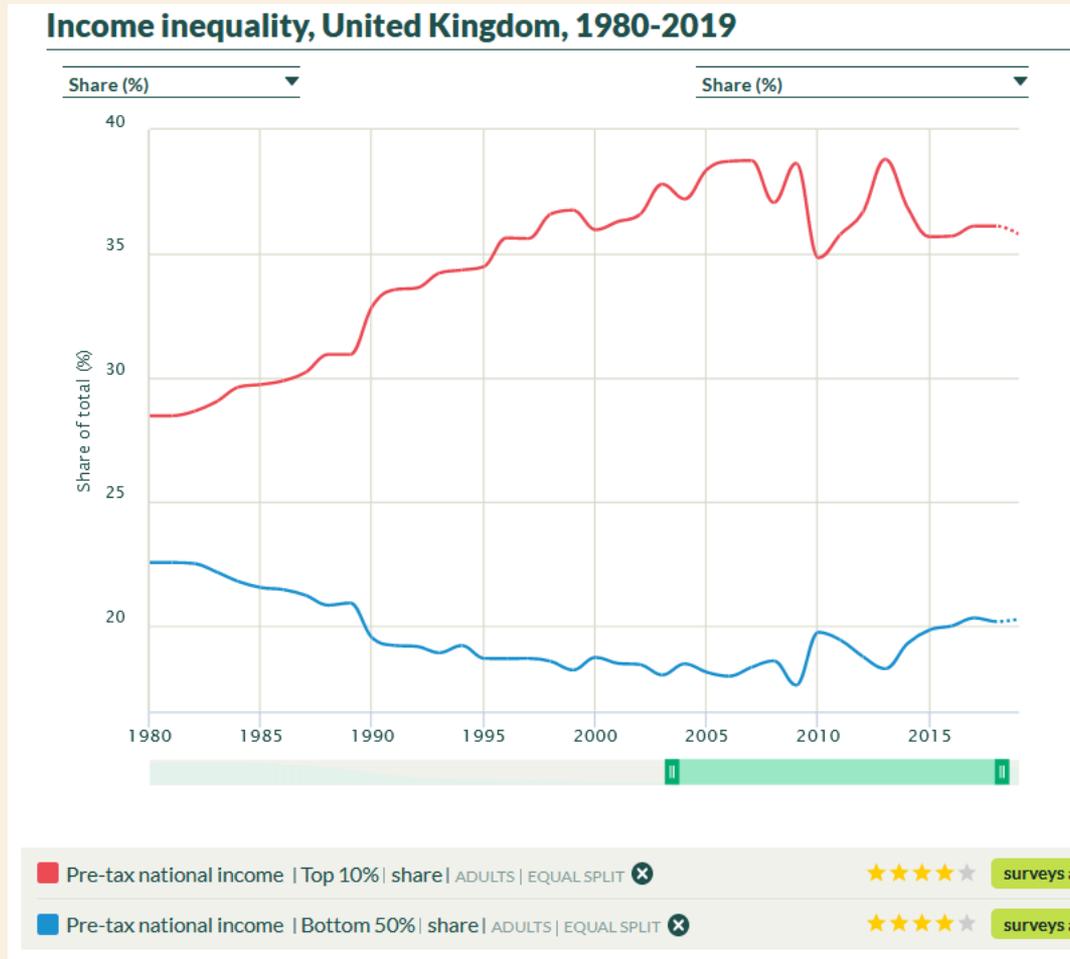
Source : *La protection sociale en France et en Europe, DRESS, édition 2021*

# 5. Il a accru les inégalités sociales au sein des anciens pays « développés »



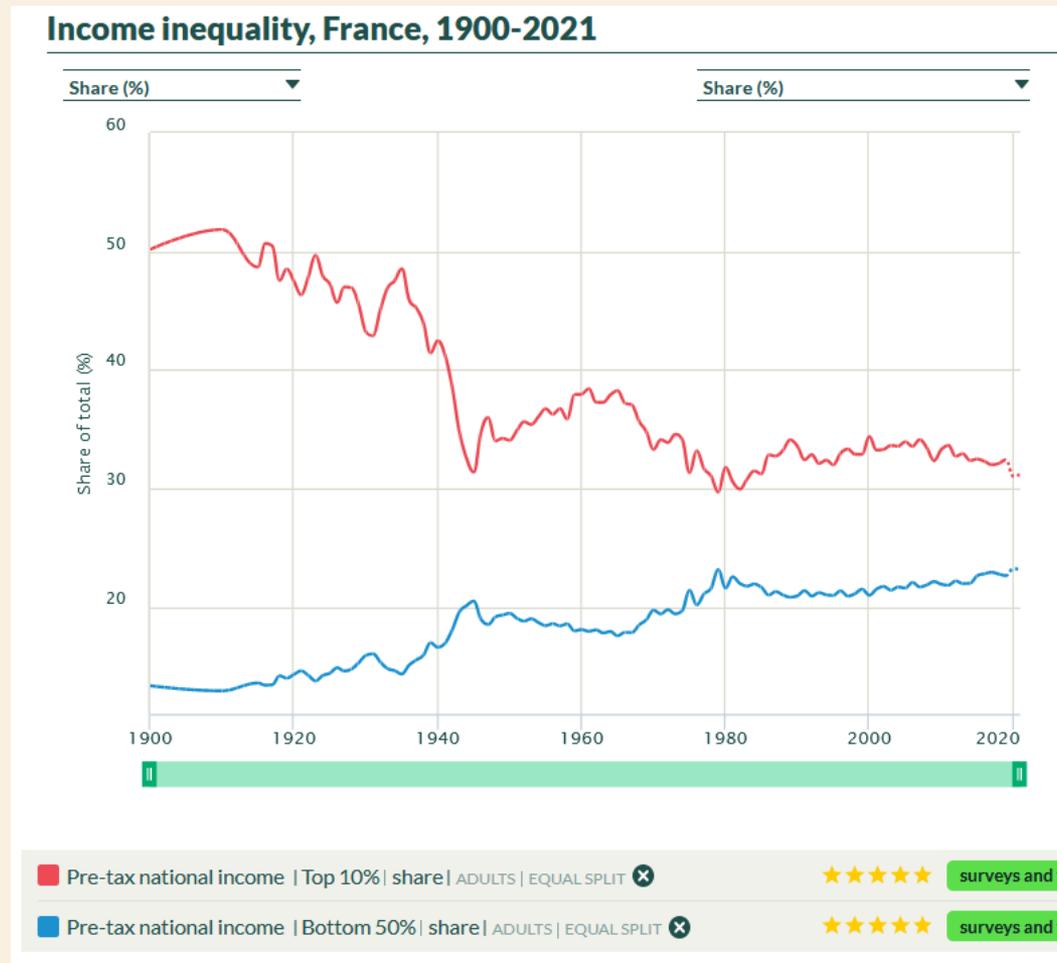
Source : World Inequality Database (PSE) <https://wid.world/country/france/>

# 5. Il a accru les inégalités sociales au sein des anciens pays « développés »



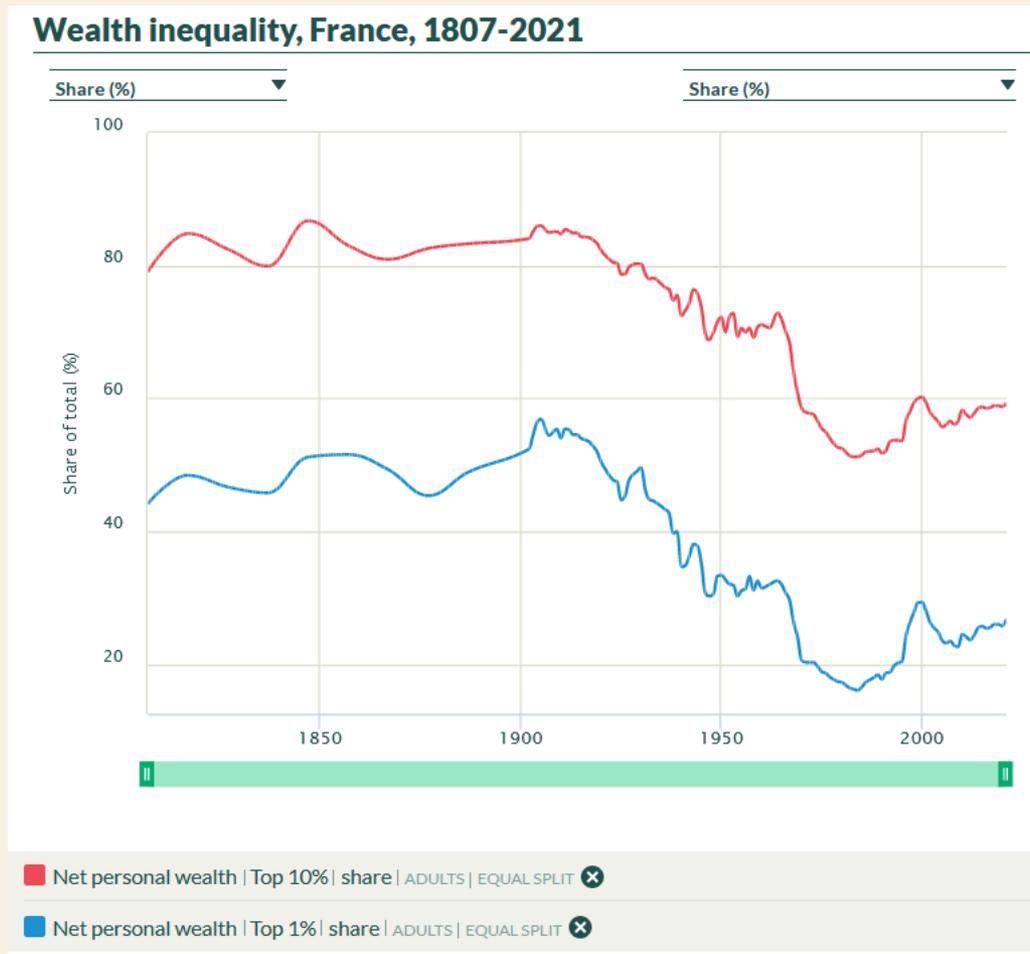
Source : World Inequality Database (PSE) <https://wid.world/country/france/>

# 5. Il a accru les inégalités sociales au sein des anciens pays « développés »



Source : World Inequality Database (PSE) <https://wid.world/country/france/>

# 5. Il a accru les inégalités sociales au sein des anciens pays « développés »



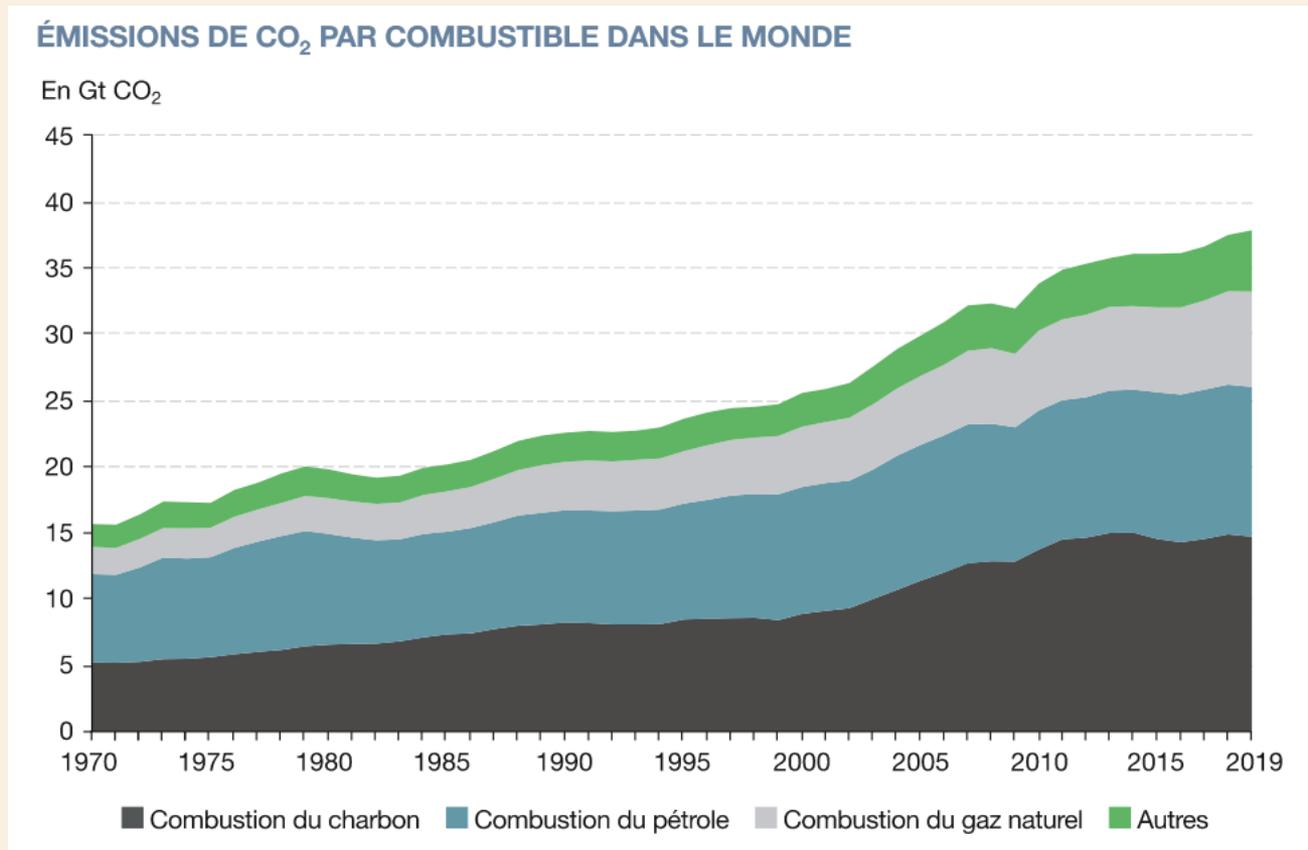
Source : World Inequality Database (PSE) <https://wid.world/country/france/>

6. Il a engendré des crises monétaires et financières à répétition.

Voir l'article « Liste des crises monétaires et financières »  
sur Wikipedia !

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste des crises mon%C3%A9taires et financi%C3%A8res](https://fr.wikipedia.org/wiki/Liste_des_crisis_mon%C3%A9taires_et_financi%C3%A8res)

# 7. Il a approfondi la crise écologique



Source : Ministère de la transition écologique

<https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat-2022/6-emissions-de-co2-hors-utcatf>

# Des signes évidents d'une fin de règne ?

1. Abandon du monétarisme (QE et taux longs quasi-administrés)
2. Hausse constante des dettes publiques, politique de relances et « quoi qu'il en coûte », financement monétaire des Etats
3. Montée des « protectionnismes » et fragilisation du multilatéralisme
4. Montée des courants dits « populistes »
5. Fragilisation du nouveau consensus en macroéconomie
6. Retour en grâce des politiques industrielles
7. Lutte contre les paradis fiscaux
8. Planification de la transition écologique

## Conclusion : qu'aura été le néolibéralisme ?

1. Un principe d'ordre politico-social (chacun à sa place, en concurrence avec les autres, seul, insécurisé, les yeux rivés sur son compte bancaire) plutôt qu'un principe d'efficacité économique. La « raison » économique et les lois du marché comme seconde nature. Les institutions et les politiques économiques comme dispositifs disciplinaires.
2. La béquille d'un capitalisme à bout de souffle, en manque de nouvelle frontière.
3. Une bouée de sauvetage pour les classes dirigeantes dont le principal capital est leur pouvoir.
4. Le rôle subalterne et néanmoins serviable des économistes « mainstream »